



ORGANISATION DES COMPETITIONS DEPARTEMENTALES REGLEMENT PARTICULIER DEROGATOIRE LIE A LA SITUATION SANITAIRE ACTUELLE (EPIDEMIE COVID-19)

12/10/2020

Exposé des motifs

En raison de l'épidémie de COVID-19 qui rend particulièrement délicate l'organisation des Compétitions et dans la perspective de les mener à leur terme, le District se trouve dans l'obligation d'édicter un certain nombre de mesures dérogatoires.

Toutes ces mesures visent un seul et même objectif prioritaire : permettre la tenue des rencontres officielles dans les meilleures conditions sanitaires possibles, de manière à ce que les compétitions puissent être disputées dans l'équité sportive et en préservant la santé des différents acteurs.

La mise en œuvre des règles énoncées ci-dessous nécessite la collaboration de toutes et de tous, et ce n'est que par l'entremise d'une collaboration active et bienveillante entre les clubs et les instances en charge de l'organisation des compétitions que les compétitions départementales pourront se disputer dans le respect des règles sportives et sanitaires.

Bien évidemment, l'ensemble des règles en vigueur par ailleurs, gouvernant le sort des rencontres et des compétitions départementales et qui n'entrent pas dans le champ d'application du présent règlement, continuent de s'appliquer.

D'autre part, la Commission départementale des compétitions conserve toute latitude pour adapter les différentes situations soumises à son appréciation, ce qui donnera lieu à un accord formalisé par les clubs concernés.

Article Préliminaire : Domaine d'application

Le présent règlement s'applique à toutes les compétitions départementales (mais à elles seules), quelle que soit la pratique, quel que soit l'âge (jeunes ou seniors) et quel que soit le genre (filles comme garçons).

Article 1^{er} : Obligation des clubs en cas de découverte d'un cas avéré de positivité à la COVID-19 et sanctions en cas d'inobservations.

Dès la survenance d'un cas avéré de positivité à la COVID-19 (à l'exclusion d'une simple suspicion), attesté par le résultat positif d'un dépistage, les clubs sont tenus d'informer les autorités sanitaires : Agence Régionale de Santé 17 (ou Direction Départementale de la Cohésion Sociale) et Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

Le service de l'Etat ainsi alerté (établissement public administratif ou service déconcentré) mettra en œuvre le protocole sanitaire édicté par les autorités gouvernementales (enquête sanitaire, mise en isolement des cas contacts, etc.).

Déclaration de cas positifs : Un club qui ne respecterait pas cette obligation de déclaration de cas positif se rendrait coupable d'un agissement disciplinairement répréhensible au sens de l'article 2.1 du Règlement Disciplinaire de la FFF, passible d'une sanction devant la commission disciplinaire compétente.

Reprise d'un cas contact : Il en ira de même dans l'hypothèse où, alors qu'il a connaissance qu'un de ses assujettis a été en contact avec un cas positif avéré et dans l'attente du résultat du dépistage, un club lui ferait prendre part quand même à un match officiel, à quelque titre que ce soit.

Reprise d'un cas positif : Il en ira aussi de même si un club fait participer à un match officiel, à quelque titre que ce soit, un licencié contrôlé positif, alors que celui-ci n'aurait pas produit à la suite de sa période d'isolement un test négatif, le cas échéant conforté par un certificat médical de reprise.

Article 2 : Décision de report des rencontres

Si à la suite de cette alerte effectuée auprès des autorités sanitaires, le service de l'Etat informé par le club formalise son intervention dans un document écrit qui indique la présence de nombreux cas contacts au sein d'une même équipe rendant impossible la constitution d'un groupe de 14 joueurs, la commission idoine procèdera au report de la rencontre.

Cette décision formalisée pourra également, le cas échéant, émaner d'un professionnel de santé dûment mandaté par le District.

En second lieu et sous réserve de l'accord de l'Agence Régionale de Santé 17, dans l'hypothèse où les services sanitaires de l'Etat ou le professionnel de santé dûment mandaté par le District ne se seraient pas prononcés sur la situation sanitaire du club concerné, le District fera alors application du protocole sanitaire de reprise des compétitions. Ainsi, ce n'est que lorsque le club comptera le nombre de joueurs défini par l'ARS 17, identifiés porteurs du virus (attestés par le résultat positif d'un dépistage) sur 7 jours glissants dans une même catégorie de pratiquants, que le District pourra reporter la rencontre.

Article 3 : Procédure de report des rencontres

Selon le niveau de compétition, un certain nombre de dates ont été identifiées par la commission compétente afin de positionner les rencontres reportées.

Le District décidera alors de reporter la rencontre qui n'aura pu se disputer pour les raisons exposées à l'article 1^{er}.

Cette reprogrammation sera faite par la commission compétente sur les dates de rattrapage ou en semaine de préférence le mercredi soir. La rencontre aura lieu prioritairement sur le terrain de l'équipe recevante, ou sur le terrain de l'équipe adverse ou le cas échéant, sur un lieu délocalisé dont les installations répondent aux exigences réglementaires du niveau de compétition concerné.

Si aucun accord amiable ne venait à être trouvé entre les deux clubs afin de disputer la rencontre aux dates fixées par le District, l'équipe à l'origine du désaccord sera déclarée battue par pénalité. (0-3, - 1 point).

Article 4 : Procédure de changement du lieu de la rencontre

Dès qu'un arrêté d'interdiction d'utilisation de l'aire de jeu est édicté par l'autorité municipale, (COVID 19) le club recevant doit prioritairement s'efforcer de trouver un terrain de repli.

Dans l'hypothèse où une telle solution s'avérerait impossible à trouver, le District se réserve le droit de délocaliser le match, sur les installations de l'équipe qui devait originellement se déplacer.

Enfin, en dernier recours, si malgré ces solutions la rencontre ne pouvait quand même se disputer, l'équipe qui devait recevoir sera déclarée battue par pénalité. (0-3, - 1 point).